

# LE TEMPS

---

démographie Vendredi 26 juin 2009

## La Suisse bientôt surpeuplée?

Par Marco Danesi

**Au rythme actuel de sa croissance démographique, entre fantasmes et réalité, la population helvétique pourrait avoisiner les 10 millions dans un futur proche**

Les autoroutes bouchonnent. Les trains saturent, les logements se font rares, la consommation d'énergie flambe. En soixante ans, depuis 1948, la Suisse a gagné 3 millions d'habitants, dont un million durant les deux dernières décennies. Et cette croissance s'accélère au fil du temps et ne devrait faiblir que vers 2030 selon les projections de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Le pays compte désormais 7,6 millions d'habitants. Le canton de Vaud s'envole à 685 000 personnes, Genève atteint les 450 000. Les courbes reproduisent les taux record des années 1960 et se cabrent comme au début de 1990. Les prévisions courantes envisagent plus de 8 millions d'habitants dans vingt ans. Mais, selon d'autres sources, le seuil fatidique sera atteint plus tôt que prévu, puis dépassé. Pour s'envoler peut-être vers 9, voire 10 millions de résidents.

Malgré une embellie récente de la natalité, c'est le solde migratoire qui grossit l'effectif (voire infographie). En 2008, il s'est établi à plus de 98 000 unités, l'équivalent de la ville de Winterthur. A noter que le poids des requérants d'asile, malgré les controverses qu'ils provoquent, reste marginal: de 10 à 15% lors des périodes de grande affluence. On vient en Suisse depuis l'Union européenne (UE) pour travailler (50%), pour se former (10%) et pour retrouver sa famille (32%) calcule l'OFS.

Ces chiffres inquiètent Philipp Müller et le poussent à réclamer un coup de frein. Le conseiller national radical proposait, dans la SonntagsZeitung du 17 mai dernier, de stabiliser la population à 8 millions d'individus. C'est la crise économique qui a échaudé l'élus argovien. Crise qui chasse une période euphorique à l'origine de l'arrivée massive de nouveaux actifs depuis l'entrée en vigueur des accords bilatéraux avec l'Union européenne: Allemands outre-Sarine et Français en Suisse romande.

Or, si l'appel à fermer les frontières semble quelque peu velléitaire, l'augmentation de la population au rythme actuel oblige la Suisse à s'interroger sur la façon d'accueillir et d'intégrer ces nouveaux habitants. Autrement dit, le pays va devoir se pencher sur son développement économique, territorial et social.

La créativité, la vitalité du pays pâtiraient d'une limitation artificielle de la population, note Xavier Comtesse, directeur de l'antenne genevoise du think tank Avenir Suisse. Pierre Dessemontet, géographe lausannois, se refuse à vivre dans un «Heidiland». Et que dire du danger qui guette la solidarité sociale mise à mal par le vieillissement des baby-boomers? s'interroge Reto Foellmi, professeur d'économie à l'Université de Berne. Bref, à défaut de naissances, la Suisse dépend des migrations, tranche le démographe genevois Philippe Wanner.

Les vertus régulatrices de l'histoire, des événements, du marché rétabliront les équilibres nécessaires, avance Christophe Reymond, directeur du Centre patronal vaudois. Et l'Etat serait bien avisé de s'en mêler le moins possible. Isabelle Chevalley et Jacques-André Haury, porte-voix d'Ecologie libérale,

envisagent une sorte de sélection naturelle. La promotion économique d'Etat fait plus de mal que de bien. L'interventionnisme en matière de logement également. Les récessions, les pénuries, suggère Jacques-André Hauray, peuvent jouer le rôle de soupapes quand la pression devient trop forte. La crise en cours, à la longue, pourrait déjà ralentir l'explosion actuelle.

Pierre-Alain Rumley, ancien directeur de l'Office fédéral du développement territorial, ajoute que l'essor observé pourrait s'estomper spontanément vers 2030, si l'on croit aux scénarios de l'OFS qui évoquent, entre autres, la recrudescence inévitable de la mortalité des personnes âgées dont la longévité a contribué à l'augmentation de la population.

En revanche, sans parler de «décroissance» – terme pour certains qui risque d'évoquer la privation –, l'évolution démographique exige une réorientation du développement du pays. Pierre Dessemontet observe qu'il faudra passer d'une Suisse conçue pour 6 millions d'habitants à une autre capable d'en accueillir 10. Yves Ferrari, président des Verts vaudois, insiste sur la densification urbaine et les transports publics – contre l'empire de la villa individuelle et du trafic privé qui a transformé le Plateau en Los Angeles indigène, déplore Xavier Comtesse. Plus généralement, «ce sont les styles de vie qui devront changer, croit Serge Ansermet du WWF Vaud; vers davantage de frugalité», ose-t-il. Isabelle Chevalley n'en doute pas: il faudra consommer «autrement» en privilégiant les économies d'énergie et les ressources renouvelables. Christian Van Singer, conseiller national vert vaudois, distingue entre ce qui doit décroître, comme l'usage des combustibles fossiles, et ce qui peut croître à l'exemple de la culture ou de la formation. Bref, il s'agit moins de stopper la croissance tout court que d'en réinventer les objectifs et les cadences.

A cette condition, l'augmentation de la population ouvrira des perspectives séduisantes, loin de l'impasse crainte par Philipp Müller. Surtout pour les villes, délaissées à la fin du XXe siècle et qui retrouvent depuis peu une vigueur inespérée.

Aujourd'hui, le besoin d'élaborer des visions responsables sinon contraignantes se fait pressant, s'enflamme Yves Ferrari. Car il faut en premier lieu canaliser la croissance présente avant de planifier. Du coup, les plans d'agglomérations prolifèrent. Les cantons reprennent en main l'aménagement de leurs territoires. La Confédération dégage des fonds destinés aux transports publics, à la mobilité douce dans les régions urbaines.

Mais tout cela ne suffit pas encore, déplore-t-on. Le boom démographique tient encore de la fatalité subie, regrette Xavier Comtesse. Certes, les autorités l'évoquent en toute occasion. Il devient même le moteur d'initiatives inédites, à l'image de la coopération entre Vaud et Genève en faveur des liaisons ferroviaires de l'Arc lémanique. Mais il est temps d'élaborer des vraies stratégies urbaines, répète Xavier Comtesse. Comme il est temps que les collectivités publiques investissent dans les infrastructures indispensables au lieu de consacrer au fonctionnement une trop grande partie des abondantes recettes fiscales, exhorte Christophe Reymond.